

Mercredi matin, 25 janvier 2017

Direction de l'économie publique

25 2016.RRGR.1013 Postulat 223-2016 Hügli (Biel/Bienne, PS) Lutte contre les fermetures d'offices de poste dans les communes bernoises

N° de l'intervention: 223-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 21.11.2016
Déposée par: Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Stucki (Berne, PS)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 24.11.2016
RRB-Nr.: 1446/2016 du 21 décembre 2016
Direction: Direction de l'économie publique

Lutte contre les fermetures d'offices de poste dans les communes bernoises

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier comment il pourrait s'opposer à la fermeture d'offices de poste sur le territoire cantonal, un mouvement qui entraîne une réduction du service public dans les communes. Le Conseil-exécutif produira également un rapport dans lequel il proposera des solutions pour impliquer les communes très tôt dans le processus au lieu de les mettre devant le fait accompli.

Développement :

Mercredi 26 octobre, la Poste suisse a annoncé qu'elle allait fermer entre 500 et 600 offices de poste. Et voilà qu'elle veut aussi entraîner les gouvernements cantonaux dans cette affaire. Elle s'entretiendra avec eux ces prochaines semaines. En effet, la Poste a de plus en plus de mal à imposer les fermetures de ses offices : dans les communes, la résistance de la population prend de l'ampleur.

Les cantons et les communes pourraient bien se lancer dans un marchandage autour des derniers offices de poste restants. Des affrontements aux et entre les différents niveaux étatiques se profilent. Cantons, villes, communes et quartiers sont nombreux à voir dans la fermeture d'offices de poste une nouvelle réduction du service public et redoutent de perdre de leur attrait. Il faut donc s'attendre à des tensions.

Le système d'agences promu par la Poste n'est pas une bonne solution de substitution aux offices de poste classiques. Les agences ne peuvent actuellement effectuer ni remboursements sans titre ni paiements en espèces supérieurs à 500 francs, et ne peuvent remettre ni actes judiciaires ni actes de poursuite. Elles ne peuvent pas non plus ouvrir de comptes ou procéder à des identifications (p. ex. pour une ouverture de compte). Les envois en nombre pour les entreprises et les associations, les envois promotionnels et non adressés ne sont pas non plus dans leurs cordes. Il n'est généralement pas possible non plus d'y faire de la monnaie. Ce système désavantagerait donc les quartiers et les communes sans office de poste, ce qui n'est pas sans effets sur la politique locale et régionale et sur la cohésion cantonale.

Motivation de l'urgence : Les négociations entre la Poste et les cantons ayant déjà démarré ou étant imminentes, le gouvernement doit se pencher immédiatement sur cette question.

Réponse du Conseil-exécutif

Il est capital que l'économie et la population du canton de Berne bénéficient d'un bon approvisionnement dans le domaine des services postaux. Les objectifs du canton de Berne en la matière sont définis dans le plan directeur cantonal : le canton de Berne s'emploie à ce que les services postaux soient conformes aux besoins et en harmonie avec le développement du milieu

bâti et le réseau de centres du canton de Berne¹. Il est donc essentiel de disposer d'une offre satisfaisante, couvrant les différents besoins de chaque commune et quartier. La forme présentée par cette offre, par contre, est moins importante. Il s'agit d'évaluer au cas par cas et en tenant compte de toutes les circonstances si les prestations doivent être fournies par un office de poste traditionnel ou par d'autres points d'accès. Il existe en effet des avantages permettant de palier les désavantages décrits dans le postulat : grâce au développement du réseau postal planifié par La Poste, le nombre de points d'accès devient plus élevé. De nouvelles offres sont disponibles plus longtemps et en partie même 24 heures sur 24. En outre, l'offre des agences peut être développée en fonction des besoins. La Poste a déjà évoqué quelques possibilités². Les agences postales peuvent par ailleurs revêtir un certain intérêt sous l'angle de la politique régionale étant donné qu'elles renforcent les commerces de détail locaux et contribuent ainsi à leur maintien sur le long terme.

La Poste a informé parallèlement les médias et la Direction de l'économie publique des modifications planifiées. Il s'agit à présent d'élaborer la mise en œuvre au cas par cas. La Poste entend collaborer avec les cantons. Dans le canton de Berne, La Poste mène le dialogue sur le réseau des offices de poste directement avec les régions d'aménagement, les conférences régionales et les villes de Berne, Bienne et Thoun, comme au cours des années précédentes. Au vu de la taille du canton de Berne et de la diversité des besoins régionaux, cette procédure a fait ses preuves. Contrairement à ce qui est présenté dans le postulat, il ne s'agit pas de lutter contre les modifications du réseau postal, mais de rechercher la meilleure solution en ce qui concerne l'approvisionnement en matière de services postaux en dialoguant avec toutes les parties concernées. Ainsi, les communes ont la garantie d'être prises en considération suffisamment tôt dans le processus.

Il convient enfin de rappeler que la Direction de l'économie publique, en sa qualité de responsable selon le plan directeur, entretient des contacts réguliers avec la direction de La Poste et peut ainsi faire valoir la position du canton à ce sujet.

Grâce à la procédure choisie par La Poste, les communes ont la garantie d'être prises en considération. Étant donné que la présente réponse contient l'étude demandée par le postulat, l'intervention peut être classée.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

Le président. Die Postulanten bestreiten die Abschreibung. Aus diesem Grund führen wir eine Debatte, und zwar eine freie Debatte. Ich gebe Grossrat Hügli das Wort.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Wir danken dem Regierungsrat für seine Antwort und sehen, dass er unsere Forderung, den Service public im Poststellenbereich aufrechtzuerhalten, als wichtig anerkannt hat. Hingegen hätten wir uns gewünscht, dass er sich noch mehr Gedanken zum Thema der Massnahmen gemacht hätte, wie dieser Service public im Kanton Bern aufrechterhalten kann und welche Massnahmen vonseiten des Kantons vorgesehen werden müssen. Dies, damit die Post nicht allzu viele Poststellen schliesst und die Dienstleistungen immer noch allen Bürgerinnen und Bürgern des Kantons Bern zur Verfügung stehen. Der Regierungsrat hat das Anliegen aufgenommen. Darüber sind wir froh und bedanken uns. Ich sage aber bereits jetzt, dass wir lieber nicht abschreiben lassen möchten, weil wir uns wünschen, dass sich der Regierungsrat einige Gedanken zu diesem Thema und zu den Massnahmen, die getroffen werden könnten, machen würde. Ich möchte nicht allzu viele Argumente liefern. Vieles wurde bereits in unserem Vorstoss und in der Antwort des Regierungsrats erwähnt. Es ist wichtig, dass wir heute über die Abschreibung eine separate Abstimmung durchführen. Es ist vor allem für die Städte, die Quartiere, aber auch für die ländlichen Gebiete wichtig, davon ausgehen zu können, dass sie auch in Zukunft von der Post gute öffentliche Dienstleistungen zur Verfügung gestellt erhalten. Ich bin überzeugt, dass auch der Grosse Rat dieses Anliegen unterstützt, deshalb das Postulat noch nicht abschreiben will und mir und der Kollegin die Unterstützung gibt. Damit kann sich der Regierungsrat doch noch einige Gedanken zu allfälligen Massnahmen machen, sollte er sehen, dass die Post zu stark eingreift und

¹ Voir la fiche de mesures du plan directeur cantonal 2030 (mesure C_09). La Direction de l'économie publique est responsable des questions relevant de l'approvisionnement de base dans les domaines des télécommunications et de la poste.

² Communiqué de presse de La Poste du 26 octobre 2016 : <https://www.post.ch/fr/notre-profil/entreprise/medias/communiques-de-presse/2016/la-poste-developpe-le-reseau-du-futur>

zu viele Dienstleistungen abbauen und Poststellen schliessen würde. Danke, dass Sie das Postulat annehmen, es aber nicht abschreiben.

Le président. Ich gebe der Mitpostulantin, Grossrätin Stucki, das Wort.

Béatrice Stucki, Berne (PS). 500 bis 600 Poststellen sollen schweizweit geschlossen werden. Das sind gut und gern gegen 1000 Stellen, die verloren gehen. Das wird besonders für die ländlichen Regionen gravierend, weil da die Jobs nicht einfach zur Verfügung stehen. Auch wenn die Post Jobangebote machen kann, so liegen sie wahrscheinlich für viele Betroffene – und oft sind es Frauen – zu weit weg. Bei diesem Vorstoss geht es uns jedoch nicht in erster Linie um die Jobs, sondern um die Angebote der Post, um einen weiteren Abbau im Service public und noch mehr Rendite statt Dienstleistung für die Kundinnen und Kunden. Während wir als BewohnerInnen der Städte auf eine andere Post im Stadtgebiet ausweichen können, trifft es die Bevölkerung in den ländlichen Regionen doppelt und dreifach. Wie gesagt, fallen zum einen die regionalen Arbeitsplätze weg. Aber auch wenn die Post einen grossen Teil der Dienstleistungen in sogenannte Agenturläden integrieren kann – uns ist bewusst, dass damit Dorfläden erhalten werden können –, geschieht eben doch ein Abbau von Dienstleistungen. Denn die Agenturläden dürfen nicht alle Dienstleistungen übernehmen, Zahlungen beispielsweise nicht. Zudem gibt es immer noch Leute – meistens sind es ältere –, die ihre Zahlungen weder elektronisch noch schriftlich tätigen wollen. Sie wollen nach wie vor mit dem berühmten gelben Büchlein zur Post gehen. Dabei geht es auch darum, aus dem Haus zu kommen und persönliche Kontakte zu knüpfen und zu erhalten, darum, Leute zu treffen. Das schafft man noch, auch wenn man körperlich angegriffen ist. Aber mit dem Postauto irgendwo hinfahren, um Zahlungen zu machen, ist dann zu viel und zu anstrengend. Nehmen wir die Gemeinde Eriz: Da gibt es keine Post mehr und auch keinen Postladen. Die Leute müssen nach Steffisburg fahren, um ihre Postgeschäfte abwickeln zu können. Wir verstehen deshalb die Aussage in der Antwort der Regierung nicht, wonach die Form des Angebots weniger wichtig sei. An meinem Arbeitsplatz im Monbijou im Sulgenauquartier wird die Post, die übrigens supergut läuft und wunderbare Umsätze erzielt, in diesem Frühjahr ebenfalls geschlossen. Eine Agenturlösung wurde uns als tollen Ersatz angepriesen. Für ein grosses Einzugsgebiet hätte das bedeutet, mit dem Tram zum Bahnhof zu fahren, dort in ein anderes Tram umzusteigen und dann im Fischermätteli in eine Drogerie zu gehen – oder natürlich auch in die völlig kundenunfreundlich konzipierte und für Menschen mit Behinderung schwer zugängliche neue Schanzenpost zu gehen. Viele Firmen, Verwaltungseinheiten des Bundes und auch wir von der Monbijoustrasse 61 haben uns gewehrt, eine Petition gestartet und diese mit vielen Unterschriften eingereicht. Wir konnten verschiedene Verbesserungen für das Quartier erreichen. Sie sehen, es ist wichtig, sich zu wehren. Das müssen auch die Verantwortlichen in den Kantonen tun. Die Post baut laufend Dienstleistungen ab – billiger wird es für uns Kundinnen und Kunden aber nicht. Wir erwarten daher vom Regierungsrat mehr als das, was er in der Antwort schreibt. Ich zitiere: «[...] dass die Volkswirtschaftsdirektion als federführende Stelle gemäss Richtplan regelmässige Kontakte mit der Leitung der Post pflegt und dort den Standpunkt des Kantons einbringen kann.» Wir erwarten wirklich mehr als eine Kann-Formulierung. In diesem Sinn bitte ich die Ratsmitglieder, besonders für die ländliche Bevölkerung dieses Postulat anzunehmen, aber noch nicht abzuschreiben.

Roland Benoit, Corgémont (UDC). Au niveau du groupe UDC, nous avons également bien étudié ce postulat de Monsieur Hügli. Nous sommes arrivés à la conclusion que ce postulat était peut-être nécessaire pour donner un signe supplémentaire. Toutefois, nous aimerions le classer. J'aimerais rappeler ici que la Poste est soumise au marché publique. C'est une entreprise qui doit faire face à une certaine concurrence. Malheureusement, c'est vrai que dans certaines régions, notamment les petits villages, il y a eu déjà plusieurs vagues de suppression d'offices postaux. Les prestations sont finalement dirigées auprès d'agences, soit des magasins, comme il était dit dans la réponse, et comme les prédécesseurs ici l'ont dit au micro. Toutefois, il y a un problème qui subsiste. J'ai des exemples où le chiffre d'affaires en trois heures d'ouverture n'atteint même plus 100 francs. On est conscient que finalement, la Poste ne peut pas maintenir ces offices contre toute attente. Entre nous, Mesdames et Messieurs, combien de vous avez recours à des prestations au guichet de la Poste? A part, en ce qui concerne acheter des timbres postaux, je n'ai pas grands contacts nécessaires au niveau du guichet. Dans les petits villages, la Poste offre des prestations directement à la personne concernée. C'est-à-dire que, s'il n'y a plus d'offices postaux, la personne qui a besoin de timbres ou qui a besoin d'un retrait sur son compte chèque postal peut demander la

prestation au facteur, et celui-ci, le lendemain, apportera donc la prestation directement chez la personne qui l'a demandée. Et cela fonctionne. Donc, nous estimons que ce postulat peut être accepté, mais directement classé, comme étant réalisé, puisqu'on sait que le gouvernement a des rendez-vous annuels avec la direction de la Poste. Encore une fois: cela ne concerne pas uniquement le canton de Berne, mais bien toutes les régions de la Suisse sont concernées par ces directives postales. Je vous invite donc à accepter ce postulat, mais également à le classer comme étant réalisé.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Ich kann es gleich vorwegnehmen: Die BDP-Fraktion wird dieses Postulat grossmehrheitlich annehmen und gleichzeitig abschreiben. Wir vertreten die Meinung, dass der Betrieb respektive die Schliessungen von Poststellen in den Verhandlungsbereich zwischen der Post und den Gemeinden gehören. Darum ist es nicht am Grossen Rat, hier einzugreifen und sich in die unternehmerischen Belange der Post einzumischen. Es gibt sicherlich Beispiele, bei denen die Schliessung einer Poststelle ohne adäquates Ersatzangebot zu einem Abbau des Service public führt. Es ist durchaus verständlich, dass dies kaum zur Freude der Betroffenen beiträgt. Wir kennen aber auch viele positive Beispiele, bei denen nach der Poststellenschliessung ein Ersatzangebot mit einem deutlichen Mehrwert realisiert werden konnte. In ländlichen Gebieten werden beispielsweise Postagenturen nicht erst seit gestern geführt. Sie bieten seit vielen Jahren einen guten Realersatz, auch wenn dabei nicht das gesamte Dienstleistungspaket einer Poststelle angeboten wird. Wir können in diesem Rat die Befürchtungen des Abbaus des Service public schon in den Vordergrund stellen. Zielführender scheint uns aber eher der Fokus auf die Zukunft mit der Aufrechterhaltung alternativer Postangebote zu sein, insbesondere in Gebieten, die schon heute keine grossen Poststellen oder Postangebotsdichte aufweisen. Es scheint also eine Betrachtungsfrage zu sein, ob das Glas halb voll oder halb leer ist. Die BDP-Fraktion sieht mehrheitlich ein Glas, welches mehr als nur halb voll ist. Angebotsveränderungen bringen nicht zwingend nur Nachteile mit sich, sondern bieten auch neue Chancen. Diese sollten genutzt werden. Die Antwort der Regierung zeigt klar auf, dass der geforderte Prüfauftrag bereits erfüllt ist. Daher kann dieses Postulat abgeschrieben werden.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Une petite séquence pour tester si la méthode «Mille Feuilles» ou «Bonne Chance» a eu de bons effets! (*Hilarité*) C'est à l'unanimité que Les Verts soutiennent ce postulat. Le motionnaire demande que le Conseil-exécutif étudie comment il pourrait s'opposer à la fermeture d'offices de poste sur le territoire cantonal et produise un rapport dans lequel il proposera des solutions pour impliquer très tôt les communes dans le processus. Moins de six mois après la votation sur l'initiative en faveur du service public, refusée par 67 pour cent contre 32 pour cent, on met le turbo pour démanteler. Des restructurations massives sont à l'étude, et rares seront les secteurs épargnés. Aucun canton n'avait accepté cette initiative. Mais sur la carte, on constate que dans les régions périphériques, telles que Neuchâtel, le Jura, et le Jura bernois, elle a obtenu un score honorable. «Nous allons agir dans la transparence et le dialogue», assure Thomas Baur, responsable du secteur Réseau postal et vente, et il confirme cette volonté en précisant encore: «Dès le mois de novembre, nous avons discuté directement avec les cantons dans une perspective régionale. Il s'agira en particulier de voir quelles filiales doivent rester en place de manière inchangée au cours des prochaines années. Par ailleurs, des réunions d'information seront organisées dans les communes pouvant être affectées par une modification du réseau.» Dans sa réponse, le canton confirme cette volonté de la part du «géant jaune». Syndicom et les autres organisations du personnel s'indignent. Le fait d'externaliser les prestations, par exemple, en plaçant une agence postale dans une pharmacie, un hôtel ou un EMS, avec des salaires plus bas, ne correspond pas à la notion de service public. Une réalité s'impose toutefois, et cela a été dit par mes préopinants. Les habitudes que nous avons prises dans le domaine des communications – courriel et paiement par Internet, etc. – participent à un tel démantèlement inévitable à long terme. Ce qui peut cependant être contesté, c'est la rapidité avec laquelle la Poste agit dans ce domaine. Le Conseil-exécutif se veut rassurant en précisant que, comme les années précédentes, la mise en œuvre se fera au cas par cas, et dans le dialogue avec les milieux concernés, régions d'aménagement, conférences régionales et villes. Les Verts vont donc soutenir le postulat, mais n'acceptent pas le classement.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Veränderungen in der Gesellschaft prägen auch die Entwicklung der Post. Gerade die Nachfragen nach Schalterdienstleistungen haben in der Vergangenheit

abgenommen. Das sieht man auch bei den Banken. Die Post muss sich diesen Entwicklungen auch beim Online-Verkehr, der zunehmend kommt, anpassen. Sie hat daher eine Strategie bis 2020 entwickelt. Zudem muss man das Ganze sehen und nicht direkt nur die Poststellen. Betrachtet man, wie die Zugangsstellen für die Zukunft 2020 definiert sind, erkennt man, dass sie sogar ausgebaut werden, nämlich von 3700 auf 4000. Zugangsstellen können sein: Postagenturen, Aufgabe- und/oder Abholstellen sowie ein neuer Service, My Post 24. Das Angebot und der Service public werden also nicht abgebaut, sondern letztlich sogar ausgebaut und verändert. Deshalb sehe ich hier nicht unbedingt Handlungsbedarf, um das Postulat noch aufrechtzuerhalten. Ich bitte die Ratsmitglieder deshalb, das Postulat anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Wie jedes andere Unternehmen ist auch die Post mit gesellschaftlichen Veränderungen konfrontiert. War es früher klar, dass ein Brief das physische Verschieben von beschriebenem Papier vom Sender zum Empfänger bedeutet, ist es heute nun einmal so, dass die meisten Briefe oder eben Mails elektronisch gesendet werden. War es früher klar, dass eine Lohn- oder Rentenzahlung in Bargeld erfolgt, so ist es heutzutage für die allermeisten klar, dass diese Lohn- oder Rentenzahlung elektronisch auf ein Bank- oder Postkonto erfolgt. War es früher klar, dass man Kleider im Laden kauft, ist es heutzutage auch nicht unüblich, dass man sich diese per Paket nach Hause liefern lässt. In diesem Umfeld muss sich auch die Post bewähren. Sie muss zum einen auf die neuen Bedürfnisse mit neuen Angeboten reagieren, zum anderen muss sie auch die sinkende Nachfrage nach physischer Präsenz an der Poststelle mit der Schaffung neuer alternativer Kontaktmöglichkeiten, zum Beispiel Postagenturen, abzufedern versuchen. Der Weg, den die Post zusammen mit den Kantonen, Regionen und Städten eingeschlagen hat – möglichst partnerschaftlich das optimale betriebswirtschaftlich vernünftige Angebot auszuhandeln –, scheint der glp-Fraktion sinnvoll. Die glp-Fraktion wird deshalb das Postulat annehmen und gleichzeitig auch für die Abschreibung stimmen.

Dieser Vorstoss betreibt Regionalpolitik. Wir sind hier aber bei einem Geschäft der Volkswirtschaftsdirektion, und daher möchte ich die Gelegenheit nutzen, um an dieser Stelle ein wichtiges volkswirtschaftliches Thema zu erwähnen, an dem wir alle von links bis rechts und in der Mitte ein gemeinsames Interesse haben. Es betrifft nämlich die Cashcow der Post, PostFinance, die ihren Firmensitz in der Stadt Bern und im Kanton Bern hat. Ich arbeite bei PostFinance im Asset Liability Management oder auf Hochdeutsch: in der Bilanzstruktursteuerung und bin tagtäglich mit den Folgen der Wettbewerbsnachteile aufgrund des Kreditverbots konfrontiert. PostFinance hatte in normalen Jahren – normal heisst: als die Zinssituation noch einigermaßen vernünftig war – trotz des Kreditverbots eine halbe Milliarde Gewinn erwirtschaftet. Diese halbe Milliarde ging als Dividende an die Post und half auch mit, die Poststellen zu erhalten. Von dieser halben Milliarde wurden zumindest im letzten Geschäftsjahr 140 Mio. Franken Steuern bezahlt, die grossmehrheitlich an die Volkswirtschaft des Kantons Bern gingen oder der Stadt Bern abgegeben wurden. Mit der Einführung von Negativzinsen hat sich die Differenz der Zinsen des für PostFinance verbotenen Privatkreditgeschäfts und der Kapitalmarktzinsen massiv erhöht. Die Negativzinsen zusammen mit dem Kreditverbot sind ein Cocktail, der langfristig für PostFinance Gewinne, wie sie in der Vergangenheit erzielt wurden, verunmöglichen wird. Ich bitte die Ratsmitglieder als Regionalvertreter des Kantons Bern, die ihre Poststellen erhalten, aber ebenfalls vernünftige Steuereinnahmen wollen, dies zu berücksichtigen und zu gegebener Zeit am richtigen Ort entsprechend auch die Interessen unseres Kantons zu wahren und sich gegen das Kreditverbot von PostFinance einzusetzen.

Le président. Zur Information: Der Gong, mit dem die Ratsmitglieder zur Abstimmung gerufen werden, funktioniert ebenfalls nicht.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Die neue technische Entwicklung hat vieles vereinfacht. Statt Briefe schreibt man Mails, Rechnungen zahlt man mittels E-Banking, und sogar Briefmarken kann man zu Hause selbst ausdrucken. Dank dem muss man nicht mehr regelmässig zur Post gehen. Dadurch bleibt die Poststelle gerade in kleineren Ortschaften mehr oder weniger immer leer. Die logische Folge davon ist, dass man über eine Schliessung nachdenkt. Der gesamte Prozess verläuft aber nicht ganz so wie im Vorstoss suggeriert. Meine Erfahrungen als Gemeindepräsident von Worb bezüglich der Zusammenarbeit mit der Post sind sehr gut. Wir wurden vor einiger Zeit über die Situation aller noch verbleibender Poststellen orientiert. Es wurde klar aufgezeigt, dass die Besucherzahlen stetig abnehmen. Wir wissen in etwa, wann bei der nächsten Poststelle

Handlungsbedarf besteht. Zudem klärten wir bereits ab, wie wir dann weiterfahren werden. Als Gemeinde entscheiden wir uns für eine Weiterführung als Postagentur. Wir sind der Meinung, dass wir damit für einen Detailhändler ein zusätzliches, wertvolles Standbein schaffen können. Dass damit das Angebot der Post jeden Tag wesentlich länger zur Verfügung steht, hat uns überzeugt. Das wird sicher auch von der Bevölkerung geschätzt. Ich habe den Austausch mit der Post als sehr positiv erlebt und habe den Eindruck gewonnen, dass sie zusammen mit der Gemeinde die Versorgung mit den Postdienstleistungen im Rahmen des Möglichen optimieren will. Die EVP-Fraktion wird den Vorstoss trotzdem unterstützen, denn aus unserer Sicht ist es richtig, dass sich der Kanton für eine optimale Versorgung engagiert. Das hat er aus unserer Sicht auch schon getan. Deshalb werden wir das Postulat als erfüllt abschreiben.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Im Namen der EDU-Fraktion kann ich mich kurz fassen. Das Anliegen, das die Postulanten vorbringen, wird auch von der EDU unterstützt. Es ist ein wichtiges Anliegen. Wir sind aber ebenso mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden, der schreibt: «Im Kanton Bern führt die Post, wie in den vergangenen Jahren, den Dialog über das Poststellennetz direkt mit den Planungsregionen, den Regionalkonferenzen sowie den Städten Bern, Biel und Thun. Dieses Vorgehen hat sich angesichts der Grösse des Kantons Bern und der regional unterschiedlichen Bedürfnisse bewährt.» Dem ist eigentlich nichts hinzuzufügen. Dass regionale Lösungen gesucht werden, ist der richtige Weg. Diese sind manchmal sogar besser als das heutige Angebot, wie der Regierungsrat ebenfalls schreibt. Es gilt, bedarfsgerechte Lösungen zu suchen. Die EDU-Fraktion wird das Postulat annehmen, aber auch abschreiben.

Le président. Ich habe keine Fraktionswortmeldungen mehr. Damit kommen wir zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ja, jetzt sind wir so weit. Schon vor Jahren wiesen wir darauf hin. Die Poststellen wurden geschlossen. Ich selbst bin direkt betroffen. In nächster Nähe wurden zwei Poststellen geschlossen, und das Bild war immer dasselbe: Zuerst wurden die Öffnungszeiten verkürzt, dann nahmen die Frequenzen ab und zuletzt hatte man eine gute Ausrede, um die Poststelle gleich ganz schliessen zu können, weil zu wenige Leute zur Poststelle kamen. Wahrscheinlich wird es auch so weitergehen. Wir wissen, dass 500 bis 600 Poststellen geschlossen werden sollen. Das wird den Kanton Bern noch einmal treffen. Ich kann nicht verstehen, weshalb man dieses Postulat abschreiben will. Ich bin mit der Postulantin vollständig einverstanden. Ich werde das Postulat aber nicht abschreiben. Vielmehr will ich, dass sich der Regierungsrat einsetzt, und zwar für die Regionen, denn es trifft immer wieder die Randregionen. Wenn da auch noch die Poststellen weg sind, geht wieder viel verloren. Ich bitte die Ratsmitglieder, das Postulat nicht abzuschreiben.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Ich muss der Aussage widersprechen, wonach es ein regionalpolitisches Thema sei. Es ist ein kantonales Thema. Denn nicht alle alten Menschen und nicht alle armen Menschen haben Zugang zu Internet und Elektronik. Für viele alte Menschen ist der Wegfall der Poststelle, ob in der Region oder in der Stadt, ein Teilverlust der Selbstständigkeit. Ich bitte die Ratsmitglieder, die Abschreibung nicht vorzunehmen.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Grossrat Graber hat vorhin einige meiner wichtigen Argumente vorweggenommen. Manchmal schadet es jedoch nicht, wenn man etwas zweimal hört. Ich möchte Grossrat Hügli und Grossrätin Stucki ein Stück weit Support leisten. Auch ich sehe ein, dass eine gewisse Digitalisierung nicht zu verhindern ist. Das ist auch gut so und das müssen wir sicher so entgegennehmen. Ich habe in meiner Region in letzter Zeit die Schliessung von zwei Poststellen erlebt, und das Schema war beide Male dasselbe. Die Post führt korrekterweise das Gespräch mit der Gemeinde. Daran ist nichts auszusetzen. Es kommt ein Angebot von der Post: Sie könne die Poststelle durchaus offen lassen, aber die Öffnungszeiten werden auf eine bis zwei Stunden reduziert. Sie macht dann das Angebot einer Agentur; das finde ich persönlich nicht schlecht. Sie hat beispielsweise von 6 bis 20 Uhr geöffnet. Aus meiner Sicht ist das keine schlechte Dienstleistung für die Kundschaft. Eine zweite Poststellenschliessung erlebten wir in Erlenbach. Das Schema war dasselbe. Wir starteten eine Petition mit 1000 Unterschriften. Nach dem dritten Gespräch mit der Post hatten wir die Idee, man könnte doch für die älteren Leute den Hauservice anbieten. Wir waren einverstanden mit der Agentur, mit der Poststellenschliessung können wir

leben, aber warum bietet uns die Post nicht den Hausservice an? Die Post sagte, sie nehme das zur Kenntnis und werde es prüfen. Die Antwort war klar: Man wollte den Hausservice nicht – und das verstehe ich nicht.

Da bitte ich den Regierungsrat, sich einzusetzen, denn der Hausservice ist aus meiner Sicht ein gutes Angebot für die Bevölkerung. Man sagte uns auch, man habe nun 1500 Poststellen geschlossen, ohne dass man die Kosten habe senken können. Da frage ich mich, ob das Problem wirklich bei den Poststellenschliessungen liegt. Ich bin erstaunt, dass man in den städtischen Regionen, wie Grossrätin Stucki gesagt hat, etwas erreicht hat. In unseren Gesprächen mit der Post erreichten wir nichts. Uns wurde zudem gesagt, im Simmental sehe man noch drei Poststellen vor: eine in Spiez, eine in Zweisimmen und eine in Saanen. Damit ist der Service public nicht mehr sehr gut gewährleistet. In diesem Sinn bitte ich die Ratsmitglieder, das Postulat zu überweisen und die Abschreibung zu bestreiten.

Beat Giaume, Ittigen (PLR). Ich komme nur noch ans Rednerpult, weil ich schon gestern in einem anderen Zusammenhang angetönt habe, dass auch die Gemeinde Ittigen, eine grosse Gemeinde, eine Poststellenschliessung in Kauf nehmen musste. Ich kann mich dem Votum von Grossrat Gfeller und dem ersten Teil des Votums von Grossrat Knutti anschliessen: Das Verfahren war bei uns korrekt. Es lief ebenfalls so ab, dass uns die Post den Vorschlag einer Postagentur machte. Der Vorteil bei diesen Gesprächen war, dass die Gemeinde auch Verbesserungsvorschläge einbringen konnte – übrigens für Worblaufen, ein Quartier mit 2500 Einwohnern. Es wurden in der Folge zusätzliche Postfächer eingerichtet, was ursprünglich nicht vorgesehen war. Heute gibt es auch eine Paketausgabestelle. Man kann also auf dem Verhandlungsweg durchaus Verbesserungen einbringen und Lösungen finden. Auch die Stimmung in der Bevölkerung, die zuerst gegen eine Postagentur mit längeren Öffnungszeiten war, hat sich inzwischen beruhigt. Bei uns gab es ebenfalls eine Gruppe, die das bekämpfen wollte. Wie es im ländlichen Raum aussieht – das hat ein Vorredner im zweiten Teil seines Votums erwähnt – kann ich weniger beurteilen. Aber im städtischen Raum haben wir gute Lösungen gefunden, weil auch die Verbindungen optimal sind.

Christoph Ammann, directeur de l'économie publique. Der Ausfall der Technik führt ein Stück weit dazu, dass wir uns unter mittelalterlichen Verhältnissen durch diese Debatte bewegen, und das wenige Tage nach dem 600-Jahre-Jubiläum des Berner Rathauses. Deshalb erlaube ich mir, meine Ausführungen mit einem lateinischen Vers zu beginnen: «Tempora mutantur nos et mutamur in illis.» Das heisst: Die Zeiten ändern sich, und wir verändern uns mit ihnen. Zehn Jahre nach der Markteinführung des iPhones, in einer Zeit, in der die Digitalisierung nicht nur Thema, sondern in der Welt der Wirtschaft und in der Gesellschaft omnipräsent ist, das Leben verändert, Dienstleistungsangebote, -bedürfnisse und -nachfragen verändert, in einer schnelllebigen Welt, ist für die Regierung ganz klar, dass ein guter Service public im ganzen Kantonsgebiet wichtig ist. Und das betrifft nicht nur die Post, aber eben auch die Post.

Als Volkswirtschaftsdirektor halte ich fest, dass es nicht nur um einen Service public für die Bevölkerung geht, sondern auch um einen guten Service public für die Unternehmen im Kanton Bern. Damit geht es auch um die Bedürfnisse der Berner Wirtschaft. Die Veränderungen – auch diejenigen im Zusammenhang mit der Post – kennen wir nicht erst heute. Meine Vorredner, Vertreter von Gemeindeexekutiven, haben darauf hingewiesen, dass bereits früher Veränderungen durchgeführt wurden. Von daher gibt es, wie in der Regierungsantwort festgehalten, auch ein eingespieltes Verfahren, wenn es um Fragen des Poststellennetzes geht. Es hat sich bewährt, den Dialog möglichst nahe bei der Bevölkerung, auf der Ebene der Planungsregionen mit den angeschlossenen Gemeinden oder auf der Ebene der Städte Bern, Biel und Thun, zu führen. Dort kennt man die örtlichen Verhältnisse und kann beurteilen, welche Lösung den konkreten, tatsächlichen Bedürfnissen der Bevölkerung und der lokalen Wirtschaft am besten entspricht. Dort findet man im Dialog denn auch die guten Lösungen. Wir stehen heute am Anfang einer Reorganisation, wie sie im Postulat angesprochen wird. Welche konkreten Veränderungen anstehen, wird sich erst im Laufe der nächsten Zeit zeigen. Aber es ist absehbar, dass Lösungen für den Einzelfall und im Dialog gesucht werden. Das ist von der Post auch vorgesehen. Der Regierungsrat erachtet es deshalb nicht als zielführend, Veränderungen pauschal abzulehnen. Man muss nicht nach Abwehrmassnahmen suchen, sondern nach Lösungen. Von verschiedenen Rednerinnen und Rednern wurde angesprochen, dass im Zuge einer Prüfung unter Umständen sogar bessere Dienstleistungslösungen gefunden werden können. Dies gilt gerade für das ländliche Gebiet mit Agenturlösungen, die nicht nur die Postdienstleistungen verbessern, sondern in vielen

Fällen auch den erwünschten Nebeneffekt haben, dass ein «Dorflädeli» am Leben erhalten werden kann und Synergien entstehen. Dadurch bleibt – wie von der Postulantin, vom Postulanten gewünscht und gefordert – ein Treffpunkt im Sinne einer sozialen Funktion bestehen.

Als Ergänzung zu den Ausführungen in der Regierungsantwort halte ich fest, was auf der Ebene der Regierung passiert: Erstens stehe ich selbst als Volkswirtschaftsdirektor in ständigem Kontakt mit der Leitung der Post. Zweitens steht die Volkswirtschaftsdirektion auch im Dialog mit den Städten und Regionalkonferenzen. Und ein drittes Element, das in der Regierungsantwort nicht aufgeführt ist: Als Volkswirtschaftsdirektor stehe ich ausserdem im Dialog mit den anderen Kantonen. Bereits übermorgen findet eine Sitzung der Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz statt. Traktandiert ist auch dieses Thema. Ebenfalls auf der Ebene der Kantone sucht man den Austausch und bemüht sich um eine gemeinsame Lösungsfindung. Aus diesen Gründen beantragt die Regierung die Abschreibung. Die Prüfung hat stattgefunden und findet laufend statt. Ebenso hat der Dialog stattgefunden und findet laufend statt. Ich bitte Sie, liebe Grossrätinnen und Grossräte, das Postulat anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Wir wehren uns nicht grundsätzlich gegen Neuerungen. Ich habe ebenfalls ein Smartphone, ein modernes Telefon und einen Computer. Ich schreibe nicht mehr mit der Schreibmaschine. Wir wehren uns nicht gegen die Technologisierung. Industrie 4.0 hat viel Gutes, aber wir müssen auch aufpassen, dass wir nicht ganze Bevölkerungsgruppen ausschliessen. Es wird immer Leute geben, die mit der Technologie nicht arbeiten können, seien es Menschen mit Behinderung, seien es ältere Menschen oder Leute, die aus anderen Gründen nicht mit der Technologie Schritt halten können. Der Volkswirtschaftsdirektor hat den interkantonalen Dialog erwähnt. Ich selbst habe heute Morgen eine E-Mail von einem CSP-Grossrat aus dem Wallis erhalten, in der er fragt, ob er unseren Postulatstext übernehmen dürfe. So viel zur Regionalpolitik, die erwähnt wurde. Es ist eben nicht Regionalpolitik, sondern eine schweizweite Tendenz. Ich bitte die Ratsmitglieder, uns eine Chance zu geben und das Postulat nicht abzuschreiben, damit wir vom Kanton noch genauere Antworten bekommen.

Le président. Wir stimmen in zwei Etappen ab: zunächst über das Postulat und anschliessend über die Abschreibung. Die Stimmen werden ausgezählt. Wer das Postulat annehmen will, möge aufstehen.

Les scrutateurs et les scrutatrices font le décompte des oui.

Le président. Wer das Postulat ablehnt, möge aufstehen.

Les scrutateurs et les scrutatrices font le décompte des non.

Le président. Wer sich der Stimme enthalten will, möge aufstehen.

Les scrutateurs et les scrutatrices font le décompte des abstentions.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 142

Non 2

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat das Postulat überwiesen. Wir stimmen nun über die Abschreibung ab. Zuerst stehen diejenigen auf, die das Postulat abschreiben wollen.

Les scrutateurs et les scrutatrices font le décompte des oui.

Le président. Wer das Postulat nicht abschreiben will, möge jetzt aufstehen.

Les scrutateurs et les scrutatrices font le décompte des non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 68

Non 75

Abstention 0

Le président. Der Rat hat die Abschreibung abgelehnt. Damit sind wir am Ende der VOL angelangt. Ich wünsche dem Regierungsrat einen schönen Tag und verabschiede ihn.